



CSE Central extraordinaire du 14 février 2023 Déclaration de la CGT

C'est dans la presse que nous avons découvert avec stupeur votre projet de rapprochement France 3-France Bleu, qui sans contenir explicitement le terme de fusion, en prend clairement la direction. Nous n'acceptons pas cette situation, ni sur la forme, ni sur le fond.

Car au-delà du mépris des instances, nous estimons que cette perspective de fusion est une véritable trahison des personnels. Après tant d'années d'efforts pour s'adapter aux contraintes budgétaires, le choc est terrible pour les salariés et les conséquences gigantesques.

Le document intitulé « *Offres d'information et de proximité : Vers une offre de l'audiovisuel public conquérante et rassemblée* » est tombé du camion. Il a eu l'effet d'une bombe ! Osez-vous affirmer ici, Mme la Présidente, que nous exagérons la situation ? Qu'il ne s'agit pas encore vraiment d'une fusion mais d'un simple « rapprochement » ? Réalisez-vous, Mme la Présidente, les impacts de ce mariage arrangé sur les conditions de travail des salariés, déjà très abîmées dans de nombreux sites et nombreux services ?

« *Nous sommes en plan social depuis dix ans* », dénonciez-vous, Mme la Présidente, devant les parlementaires en ajoutant que l'entreprise ne pouvait plus aller au-delà dans les suppressions d'effectifs. Eh bien, apparemment, cela va continuer et cette fois-ci, ce sera bien votre décision. Fini, les RCC jugées trop lourdes ou trop coûteuses, vous allez supprimer les postes au fil de l'eau, en commençant par les inévitables doublons que vous allez de ce fait créer puis débusquer. Un plan social qui ne dit pas son nom, sans aucun coût pour l'employeur ni l'État, mais avec un coût social très important.

Les conséquences d'une fusion de ce genre dans une nouvelle structure, nous les connaissons déjà : compression des effectifs, perte des acquis conventionnels, modification des organisations et dégradation des conditions de travail. Un risque social et psycho-social majeur pour les salariés du réseau France 3, et peut-être d'autres comme à la Fabrique, la filialisation ayant tellement d'intérêts économiques aux yeux de certains...

TEPI* et ses drames ne vous ont-ils pas servi de leçon ? Ou doit-on comprendre que vous vous en moquez, malgré vos déclarations dans cette enceinte ? Le transfert des salariés du Réseau France 3, c'est plus de 40 fois TEPI !

Nous comprenons que nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle de la casse sociale décomplexée et de la soumission à la Macronie. Il est temps d'arrêter les frais ! Pour la CGT

* TEPI : projet de Transfert des Émissions en Production Interne de FTV à FTV Studio avec transfert des salariés qui a été abandonné.

il n'est plus question de dialogue social mais de combat pour la sauvegarde des emplois, de la santé des salariés et de leur couverture conventionnelle.

Quelle magnifique diversion en plein conflit sur la réforme des retraites ! De quoi mettre de l'huile sur le feu de la mobilisation.

De notre côté, nous allons nous employer à expliquer aux élus de la République qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une fusion qui va mobiliser les équipes pendant de longues années, des équipes déjà essorées, perturbées par une succession de projets de transformations menés à un rythme effréné et souvent en dépit du bon sens.

Franchement, pourquoi avoir lancé Tempo ? Il ne peut plus être déployé en l'état et nous attendons de la direction qu'elle nous le confirme. Tempo n'était-il qu'un leurre ? Une diversion en attendant l'annonce du big-bang ?

Évidemment, il n'est plus question pour nous d'accord de méthode car cela nécessite un minimum de confiance dans les informations fournies et dans les intentions de la direction.

Dans ce contexte, la CGT s'interroge également sur son maintien dans l'accord d'expérimentation des régies automatisées. Comment construire quoi que ce soit dans de telles conditions ?

Nous sommes des élus responsables, nous l'avons prouvé à de nombreuses reprises. Mais le temps de la confiance est semble-t-il révolu.

Cela va être désormais très difficile d'entraîner les salariés derrière vous dans les grands enjeux qui nous attendent, JO 2024 en tête... Ce projet ne pourra être que long, pénible, conflictuel, au détriment de l'éditorial.

C'est pourquoi, Mme la Présidente, nous vous demandons de retirer sans délai ce projet de fusion et de travailler plutôt à offrir aux salariés les moyens de travailler dans des conditions qui correspondent à la haute idée qu'on est en droit d'avoir du service public

Paris, le 14 février 2023